

## Newsletter, 26-29 octobre 2015

### Session plénière

### Strasbourg

#### **Migrations: débat sur la Turquie, les Balkans, les fonds et les frontières avec MM. Tusk et Juncker**

Les défis migratoires actuels, parmi lesquels les flux continus de réfugiés sur la route des Balkans occidentaux, la coopération avec la Turquie, et les négociations avec les pays africains seront débattus avec le Président du Conseil européen, Donald Tusk, et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi à 10 heures.

6

#### **Voyages à forfait: de nouvelles règles pour protéger aussi ceux qui réservent en ligne**

Les voyageurs préparant leurs propres vacances à forfait en ligne bénéficieront de la même protection que ceux qui les achètent auprès d'agents de voyage traditionnels dans le cadre du projet de règles de l'UE qui sera voté en plénière mardi. Les députés ont amendé le projet pour habiliter les voyageurs à annuler un contrat de voyages à forfait si son prix augmente de plus de 8% avant le départ.

7

#### **Vote final sur la neutralité du net et la fin des frais d'itinérance**

L'interdiction des frais d'"itinérance" pour l'utilisation des téléphones mobiles, à partir de juin 2017, ainsi que des règles claires sur le droit d'accès à Internet auront force de loi lorsque le Parlement procédera au vote final du nouveau paquet sur les télécommunications mardi.

8

#### **OGM: la proposition d'interdiction d'importation nationale des OGM pourrait être rejetée**

Un projet législatif qui permettrait à tout État membre de l'UE de restreindre ou d'interdire sur son territoire la vente et l'utilisation de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux contenant des OGM approuvés par l'UE, sera voté mercredi. La commission de l'environnement et la plupart des groupes politiques recommandent au PE de rejeter la proposition, craignant qu'elle ne se révèle irréalisable et n'entraîne la réintroduction de contrôles aux frontières entre pays pro et anti OGM.

10

#### **Encourager l'innovation alimentaire**

Un projet de règles visant à encourager l'innovation alimentaire via une nouvelle procédure simplifiée d'autorisation des nouveaux aliments, déjà officieusement convenu avec le Conseil des ministres, sera voté mercredi. Les députés ont renforcé la définition de nouveaux aliments pour inclure, entre autres, la nourriture avec une

structure moléculaire modifiée, les micro-organismes, les champignons, les algues, les aliments obtenus à partir de cultures cellulaires ou tissulaires, et les insectes. 11

---

### **Scandale Volkswagen: les députés en faveur des tests antipollution en conditions réelles**

Le Parlement va adopter sa position suite au scandale de la manipulation des émissions automobiles par le groupe Volkswagen, dans une résolution qui sera votée mardi. Bien avant que la manipulation n'ait été révélée, les députés dénonçaient déjà les écarts observés entre les niveaux d'émissions officiels et réels. 12

---

### **Qualité de l'air: vers de nouveaux plafonds d'émissions nationaux pour certains polluants**

Des plafonds nationaux sur les émissions de six principaux polluants, comme le dioxyde de soufre, les particules et les oxydes d'azote, vont être fixés par un projet de directive sur lequel le Parlement prendra position ce mercredi. L'objectif est de résorber le problème transfrontalier de la mauvaise qualité de l'air, qui provoque, selon les estimations, environ 400.000 décès prématurés dans l'UE chaque année. La législation permettrait en outre d'économiser 40 milliards d'euros d'ici 2030. 13

---

### **Réforme du droit électoral de l'UE: candidats au niveau européen et seuils obligatoires**

Lors des élections européennes, les principaux candidats devraient être formellement approuvés à l'échelle de l'UE, affirme un projet d'initiative législative parlementaire voté mercredi. Ces candidats devraient se présenter eux-mêmes lors des élections et être formellement désignés 12 semaines avant les élections, ajoute le texte. 14

---

### **Rescrits fiscaux: échange automatique d'informations sur les accords entre les États membres de l'UE et les multinationales**

Selon une proposition de la Commission européenne débattue lundi et mise aux voix mardi, les États membres de l'UE seraient contraints de partager les informations sur les "rescrits fiscaux" qu'ils délivrent aux entreprises multinationales. Cette proposition a été présentée suite aux révélations "Luxleaks" des journalistes d'investigation. 16

---

### **Mettre fin au secret bancaire de citoyens européens en Suisse**

La position du Parlement sur un accord avec la Suisse qui rendrait plus difficile pour les citoyens de l'UE de cacher l'argent du fisc sur des comptes bancaires suisses sera débattue lundi et mise aux voix mardi. L'UE et la Suisse devraient échanger automatiquement des informations sur les comptes bancaires des résidents de chacun des deux pays, dès 2018. 18

---

### **Contrôle des comptes de 2013: l'IET, Artemis et ENIAC devraient réussir la session de rattrapage, mais pas le Conseil**

L'Institut européen d'innovation et de technologie (IET) et les entreprises publiques/privées de recherche électronique Artemis et ENIAC (qui ont désormais fusionné pour former l'ECSEL) devraient recevoir l'approbation du Parlement pour leurs comptes de 2013 lors de cette session de rattrapage mardi. Cependant, le Conseil européen et le Conseil de l'UE se verront probablement à nouveau refuser la "décharge" pour la cinquième année consécutive. 19

---

## **Budget 2016 de l'UE: le Parlement adopte sa position**

Le Parlement vote sa position sur le budget 2016 de l'UE mercredi. La commission des budgets recommande d'annuler les coupes faites par le Conseil à la proposition initiale de la Commission et d'ajouter de l'argent pour financer des mesures liées à la migration à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, pour aider les jeunes au chômage à trouver un emploi et pour rétablir le financement de la recherche et des programmes de transport, réduits plus tôt cette année afin de financer le plan Juncker.

20

## **Prêt et réutilisation de titres: les députés votent pour renforcer la transparence**

Les opérations de financement sur titres lors desquelles les titres sont empruntés, prêtés ou vendus de manière temporaire afin de créer des liquidités, de faciliter le financement ou simplement de révéler leur valeur, deviendraient plus transparentes grâce à un projet législatif voté mercredi. Les députés souhaitent que la manière dont les fonds d'investissement utilisent les opérations de financement sur titre soit totalement divulguée aux réglementateurs, aux investisseurs et au public.

21

## **Drones: usage à des fins commerciales ou récréatives et sécurité**

La sécurité des drones commerciaux et de loisirs sera débattue jeudi. Alors que les services commerciaux utilisant des drones décollent, tout comme leur usage récréatif, leur sécurité doit être garantie, estiment les députés dans un projet de résolution.

22

## **Les députés devraient étendre les restrictions européennes sur les exportations de biens pouvant être utilisés à des fins de torture**

Le champ d'application des règles "anti-torture" de l'UE sur les exportations de biens pouvant être utilisés à des fins de torture, d'exécution ou d'autres traitements inhumains, devrait être élargi pour inclure les services qui encouragent ces exportations, selon les députés. Les amendements visant à étendre les restrictions à des services tels que le marketing dans des expositions ou des catalogues en ligne, le financement, le transport et les assurances, seront débattus lundi et votés mardi.

23

## **Débat sur les tensions croissantes entre Israéliens et Palestiniens avec Federica Mogherini**

La Chambre devrait débattre des tensions croissantes entre Israéliens et Palestiniens et du processus de paix au point mort avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, à 15 heures mercredi.

24

## **Avoir recours aux satellites pour pister les avions en détresse et localiser les sites de crash**

Les députés demanderont à la Commission son avis sur le recours à la technologie utilisant les satellites pour le suivi des avions et l'aide à la localisation d'appareils en détresse, lors d'un débat jeudi matin. Les tragédies des vols 370 de Malaysia Airlines et 447 d'Air France ont mis en évidence les faiblesses des systèmes actuels de navigation aérienne qui entravent les efforts de recherche et de sauvetage, affirment les députés dans une question déposée par la commission des transports.

25

## **Surveillance de masse: les droits des citoyens de l'UE encore en danger, affirment les députés**

Trop peu a été fait pour sauvegarder les droits de protection des données des citoyens suite à des révélations de surveillance électronique de masse, diront les députés au Conseil et à la Commission lors d'un débat mercredi. Dans un projet de résolution, les députés demandent à la Commission de présenter immédiatement des alternatives à l'accord "Sphère de sécurité", que la Cour de justice de l'UE a récemment jugé dangereux, sur les transferts de données personnelles des citoyens aux États-Unis. 26

---

## "Frontières intelligentes": questions à la Commission et au Conseil sur les contrôles aux portes d'entrée de l'UE

Le système d'entrée/sortie proposé et le programme d'enregistrement des voyageurs de pays tiers sont-ils "appropriés" et "adéquats" pour répondre à la situation actuelle et à venir aux frontières extérieures de l'UE, vu le nombre croissant de personnes qui les franchissent? Les députés interrogeront la Commission et le Conseil mercredi. Ils demanderont aussi à la Commission plus d'informations sur les nouvelles propositions attendues et sur la date de leur présentation. 28

---

## La Commission présente son programme de travail pour 2016

La liste des tâches pour 2016 de la Commission européenne sera présentée au Parlement par le premier vice-président Frans Timmermans et débattue mardi. 30

---

## Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets à l'ordre du jour, figurent: 31

---

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2015-10-26>

### En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)  
[EP Live: suivre la séance en direct](#)  
[Europarl TV](#)  
[Conférences de presse et autres événements](#)  
[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)  
[EP Newshub](#)  
[EPRS – Podcasts de la plénière](#)

## Contacts

---

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

---

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

---

# Migrations: débat sur la Turquie, les Balkans, les fonds et les frontières avec MM. Tusk et Juncker

**Les défis migratoires actuels, parmi lesquels les flux continus de réfugiés sur la route des Balkans occidentaux, la coopération avec la Turquie, et les négociations avec les pays africains seront débattus avec le Président du Conseil européen, Donald Tusk, et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi à 10 heures.**

Le débat se concentrera sur les conclusions du sommet européen du 15 octobre, la réunion des dirigeants européens prévue le 25 octobre pour s'attaquer aux flux de réfugiés sur la route des Balkans occidentaux, le sommet de La Valette des 11 et 12 novembre qui réunira les dirigeants européens et africains afin de trouver des solutions communes aux défis migratoires.

*Débat: mardi 27 octobre*

*Procédure: déclarations du Conseil européen et de la Commission suivies d'un débat*

*#refugees #Turkey @Frontex\_EU #EUCO #migrationEU #WesternBalkansRoute #refugeecrisis*

## **En savoir plus**

[Conclusions du Conseil européen du 15 octobre 2015](#)

[Communiqué de presse de la Commission: Le Président Juncker appelle à une réunion des dirigeants sur le flux de réfugiés le long de la route des Balkans occidentaux le 25 octobre à Bruxelles](#)

[Sommet de La Valette sur la migration, 11-12/11/2015](#)

[Etude EPRS](#)

# Voyages à forfait: de nouvelles règles pour protéger aussi ceux qui réservent en ligne

**Les voyageurs préparant leurs propres vacances à forfait en ligne bénéficieront de la même protection que ceux qui les achètent auprès d'agents de voyage traditionnels dans le cadre du projet de règles de l'UE qui sera voté en plénière mardi. Les députés ont amendé le projet pour habiliter les voyageurs à annuler un contrat de voyages à forfait si son prix augmente de plus de 8% avant le départ.**

Avant d'acheter un voyage à forfait, les voyageurs auraient le droit de recevoir des informations claires sur leur achat, et de connaître qui est responsable au final si quelque chose se passe mal.

Le projet de loi sur les voyages à forfait, qui a déjà été conclu avec le Conseil et approuvé par celui-ci le 18 septembre, mettrait à jour les règles actuelles de l'UE sur les voyages à forfait, qui remontent à 1990. Depuis lors, l'essor des vols bon marché et des ventes par Internet a sensiblement changé la façon dont les voyageurs planifient et achètent leurs vacances. Selon la Commission européenne, les nouvelles règles vont couvrir 120 millions de consommateurs supplémentaires qui préfèrent réserver leurs voyages en ligne.

Les règles mises à jour élargissent la définition de "voyages à forfait" pour inclure la plupart des types de modalités de voyage réservées en ligne comprenant diverses parties, telles que les vols, l'hébergement en hôtel ou la location de voiture, de manière à protéger les vacanciers en cas de problème.

*Débat: lundi 26 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*

*Procédure: codécision (procédure ordinaire), accord de seconde lecture*

*#PackageTravel*

## En savoir plus

[Directive du Parlement et du Conseil relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées](#)

[Communiqué de presse sur l'accord entre les députés et le Conseil sur les voyages à forfait \(05.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Birgit Collin-Langen \(PPE, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Note d'information](#)

# Vote final sur la neutralité du net et la fin des frais d'itinérance

**L'interdiction des frais d'"itinérance" pour l'utilisation des téléphones mobiles, à partir de juin 2017, ainsi que des règles claires sur le droit d'accès à Internet auront force de loi lorsque le Parlement procédera au vote final du nouveau paquet sur les télécommunications mardi.**

Les frais d'itinérance pour les appels, l'envoi de SMS ou l'utilisation de l'internet mobile à l'étranger au sein de l'UE seront interdits à partir du 15 juin 2017.

Dès le 30 avril 2016, ces frais ne pourront pas dépasser:

- 0,05€ par minute pour les appels vocaux;
- 0,02€ pour les SMS (messages textes); et
- 0,05€ par mégaoctet pour l'utilisation de l'internet mobile.

## Ouvrir l'accès à Internet

La nouvelle législation contraindra les entreprises à offrir un accès à Internet pour gérer le trafic de manière égale. Cela signifie que les fournisseurs ne pourront pas bloquer ou ralentir l'accès au contenu, aux applications ou à des services à partir de certains expéditeurs ou vers certains destinataires, à moins que ce ne soit pour répondre à une décision judiciaire, respecter la loi, empêcher la congestion des réseaux ou lutter contre les cyberattaques.

## Respecter les débits annoncés ou prévoir une indemnisation

Les députés ont veillé à ce que les fournisseurs d'Internet donnent à leurs utilisateurs qui sont sur le point de signer des contrats d'Internet fixe ou mobile une explication claire des débits ascendants et descendants (comparé au débit annoncé) auxquels ils peuvent s'attendre. Toute différence entre les performances promises et réelles entraînera le droit à des solutions (comme mettre fin au contrat ou recevoir un dédommagement).

*Débat: mardi 27 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*



*Procédure: décision (accord de seconde lecture)*

*Conférence de presse: mardi 27 octobre à 15h30*

*#netneutrality #roaming #telecoms #singlemarket #ecommunications*

## **En savoir plus**

[Projet de résolution concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union](#)

[Communiqué de presse à l'issue de l'accord avec les ministres \(30.06.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Pilar del Castillo \(PPE, ES\)](#)

[Parcours législatif](#)

[EuroparlTV: entretien avec le rapporteur Pilar del Castillo](#)

[Etude EPRS](#)

# OGM: la proposition d'interdiction d'importation nationale des OGM pourrait être rejetée

**Un projet législatif qui permettrait à tout État membre de l'UE de restreindre ou d'interdire sur son territoire la vente et l'utilisation de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux contenant des OGM approuvés par l'UE, sera voté mercredi. La commission de l'environnement et la plupart des groupes politiques recommandent au PE de rejeter la proposition, craignant qu'elle ne se révèle irréalisable et n'entraîne la réintroduction de contrôles aux frontières entre pays pro et anti OGM.**

Cette législation donnerait aux États membres le même "droit de choisir" que dans la législation sur les OGM destinés aux cultures, entrée en vigueur début avril 2015. Elle propose, par conséquent, d'autoriser les États membres à restreindre ou interdire sur leur territoire - à certaines conditions - la vente et l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux contenant des OGM après que ces produits aient été autorisés au niveau européen.

*Débat: mercredi 28 octobre*

*Vote: mercredi 28 octobre*

*Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture*

*#GMOimports #GMOs*

## **En savoir plus**

[FAQ: huit choses à savoir sur les OGM](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(13.10.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Giovanni La Via \(PPE, IT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Possibilité pour les Etats membres de se retirer des autorisations d'importation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés](#)

[Etude EPRS: Législation en cours](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

## Encourager l'innovation alimentaire

**Un projet de règles visant à encourager l'innovation alimentaire via une nouvelle procédure simplifiée d'autorisation des nouveaux aliments, déjà officieusement convenu avec le Conseil des ministres, sera voté mercredi. Les députés ont renforcé la définition de nouveaux aliments pour inclure, entre autres, la nourriture avec une structure moléculaire modifiée, les micro-organismes, les champignons, les algues, les aliments obtenus à partir de cultures cellulaires ou tissulaires, et les insectes.**

Durant les discussions, les députés ont également insisté sur le fait que les garanties en ce qui concerne les aliments issus d'animaux clonés devaient cependant être clairement comprises dans le champ d'application de ces règles, tout comme doivent l'être le principe de précaution, les mesures pour maintenir les nanomatériaux sous surveillance et les restrictions à l'expérimentation animale.

Un "nouvel" aliment est celui qui n'a pas été utilisé pour la consommation humaine dans l'Union européenne à un degré significatif avant le 15 mai 1997.

*Débat: mercredi 28 octobre*

*Vote: mercredi 28 octobre*

*Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture*

*#Novelfoods*

### En savoir plus

[Infographie](#)

[Accord informel avec le Conseil](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(25.06.2015\)](#)

[Profil du rapporteur James Nicholson \(ECR, UK\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Mise à jour des règles sur les nouveaux aliments afin de suivre les progrès scientifiques](#)

[Etude du PE sur les nouveaux aliments](#)

[Matériel audiovisuel](#)

[Etude EPRS: Accélérer l'autorisation des nouveaux aliments](#)

# Scandale Volkswagen: les députés en faveur des tests antipollution en conditions réelles

**Le Parlement va adopter sa position suite au scandale de la manipulation des émissions automobiles par le groupe Volkswagen, dans une résolution qui sera votée mardi. Bien avant que la manipulation n'ait été révélée, les députés dénonçaient déjà les écarts observés entre les niveaux d'émissions officiels et réels.**

Lors d'un débat avec la commissaire en charge du marché intérieur, Elżbieta Bieńkowska, le 6 octobre, de nombreux membres ont estimé que le scandale porte atteinte à la crédibilité de l'industrie automobile dans son ensemble, et appelé la Commission à accélérer l'introduction de la procédure de tests en conditions réelles.

*Débat: mardi 6 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*

*Procédure: résolution sur une question orale*

*#Volkswagen #VWgate*

## En savoir plus

[Vidéo du débat \(cliquer à la date du 06.10.2015\)](#)

[Condensé du débat, contexte et réactions \(en anglais\) \(06.10.2015\)](#)

[Condensé du débat, contexte et réactions \(en allemand\) \(06.10.2015\)](#)

[Note EPRS: Au-delà du cas VW](#)

[Etude EPRS: Réduire les émissions de CO2 du secteur des transports](#)

[Parcours législatif](#)

# Qualité de l'air: vers de nouveaux plafonds d'émissions nationaux pour certains polluants

**Des plafonds nationaux sur les émissions de six principaux polluants, comme le dioxyde de soufre, les particules et les oxydes d'azote, vont être fixés par un projet de directive sur lequel le Parlement prendra position ce mercredi. L'objectif est de résorber le problème transfrontalier de la mauvaise qualité de l'air, qui provoque, selon les estimations, environ 400.000 décès prématurés dans l'UE chaque année. La législation permettrait en outre d'économiser 40 milliards d'euros d'ici 2030.**

La commission de l'environnement du Parlement européen souhaite que la révision de la directive sur les plafonds d'émission nationaux inclue des limites sur le mercure (HG) à partir de 2020, en plus des limites proposées par la Commission européenne pour le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), le méthane (CH<sub>4</sub>), l'ammoniac (NH<sub>3</sub>) et les particules (PM<sub>2,5</sub>), à atteindre d'ici 2020 et 2030.

*Débat: mercredi 28 octobre*

*Vote: mercredi 28 octobre*

*Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture*

*#AirQuality*

## En savoir plus

[Projet de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques et modifiant la directive 2003/35/CE](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(15.07.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Julie Girling \(ECR, UK\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Réduction de la pollution de l'air - Plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques](#)

[Matériel audiovisuel: infoclip sur la pollution de l'air](#)

[Etude EPRS: Plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques](#)

# Réforme du droit électoral de l'UE: candidats au niveau européen et seuils obligatoires

**Lors des élections européennes, les principaux candidats devraient être formellement approuvés à l'échelle de l'UE, affirme un projet d'initiative législative parlementaire voté mercredi. Ces candidats devraient se présenter eux-mêmes lors des élections et être formellement désignés 12 semaines avant les élections, ajoute le texte.**

Par ailleurs, l'initiative recommande des seuils obligatoires pour l'obtention de sièges au Parlement européen, allant de 3 à 5% des voix, qui s'appliqueraient dans les pays à circonscription unique ou dans les circonscriptions de plus de 26 sièges. Tous les citoyens européens vivant à l'étranger devraient pouvoir voter lors des élections européennes. Des systèmes de votes électroniques, en ligne et postaux devraient dès lors être disponibles dans les États membres de l'UE.

## **Informations complémentaires**

*Les traités de l'UE, en particulier l'article 223.1 du [traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#), donne au Parlement européen le droit de lancer une procédure pour réformer le droit électoral de l'UE et de formuler des propositions en ce sens. Ces propositions seraient ensuite adoptées à l'unanimité par le Conseil et ratifiées par l'ensemble des États membres.*

*Débat: mardi 27 octobre*

*Vote: mercredi 28 octobre*

*Procédure: initiative législative*

*Conférence de presse: mercredi 28 octobre à 14h30 avec les co-rapporteurs, Danuta Hübner et Jo Leinen*

*#EUelections #EUcitizens*

## En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires constitutionnelles \(28.09.2015\)](#)

[Profil du co-rapporteur Danuta Hübner \(PPE, PL\)](#)

[Profil du co-rapporteur Jo Leinen \(S&D, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Réforme du droit électoral de l'UE](#)

# Rescrits fiscaux: échange automatique d'informations sur les accords entre les États membres de l'UE et les multinationales

**Selon une proposition de la Commission européenne débattue lundi et mise aux voix mardi, les États membres de l'UE seraient contraints de partager les informations sur les "rescrits fiscaux" qu'ils délivrent aux entreprises multinationales. Cette proposition a été présentée suite aux révélations "Luxleaks" des journalistes d'investigation.**

La proposition de la Commission européenne a reçu un [accueil mitigé](#) en commission des affaires économiques et monétaires le 13 octobre et l'[accord des ministres des finances](#) du 6 octobre, qui a considérablement édulcoré la proposition de la Commission, a été décrit par les députés comme une "occasion manquée" de renforcer la transparence.

La commission parlementaire s'est montrée particulièrement critique envers l'exclusion par les États membres de la Commission européenne, qui n'est explicitement pas autorisée à faire quoi que ce soit d'autre avec l'information que contrôler si elle respecte la directive.

Par ailleurs, les députés auraient souhaité que les nouvelles dispositions s'appliquent à tous les rescrits fiscaux nationaux, plutôt qu'aux "rescrits fiscaux transfrontaliers et accords préalables en matière de prix", comme conclu par les États membres. Les députés estiment en effet que les rescrits fiscaux peuvent aussi avoir des conséquences transnationales.

*Débat: lundi 26 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*

*Procédure: consultation*

*Conférence de presse: mardi 27 octobre à 15h00*

*#luxleaks #TaxTransparency #taxrulings*



## En savoir plus

[Projet de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission des affaires économiques \(13.10.2015\)](#)

[Communiqué de presse après l'accord ECOFIN \(06.10.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Markus Ferber \(PPE, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Echange d'informations fiscales](#)

[Podcast EPRS](#)

# Mettre fin au secret bancaire de citoyens européens en Suisse

**La position du Parlement sur un accord avec la Suisse qui rendrait plus difficile pour les citoyens de l'UE de cacher l'argent du fisc sur des comptes bancaires suisses sera débattue lundi et mise aux voix mardi. L'UE et la Suisse devraient échanger automatiquement des informations sur les comptes bancaires des résidents de chacun des deux pays, dès 2018.**

L'UE et la Suisse ont convenu en mai 2015 de réprimer la fraude et l'évasion fiscales. Les informations à échanger comprennent non seulement le revenu, tels que les intérêts et les dividendes, mais aussi les soldes des comptes et les produits de la vente d'actifs financiers.

*Débat: lundi 26 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*

*Procédure: consultation*

*#TaxTransparency #taxevasion #Swissbanks*

## En savoir plus

[Projet de résolution relative à la conclusion, au nom de l'UE, du protocole modifiant l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts](#)

[Profil du rapporteur Jeppe Kofod \(S&D, DK\)](#)

[Parcours législatif](#)

# Contrôle des comptes de 2013: l'IET, Artemis et ENIAC devraient réussir la session de rattrapage, mais pas le Conseil

**L'Institut européen d'innovation et de technologie (IET) et les entreprises publiques/privées de recherche électronique Artemis et ENIAC (qui ont désormais fusionné pour former l'ECSEL) devraient recevoir l'approbation du Parlement pour leurs comptes de 2013 lors de cette session de rattrapage mardi. Cependant, le Conseil européen et le Conseil de l'UE se verront probablement à nouveau refuser la "décharge" pour la cinquième année consécutive.**

Les députés devraient confirmer l'évaluation de la commission du contrôle budgétaire. Cette dernière estime que l'IET, Artemis et ENIAC ont mis en œuvre de façon satisfaisante les changements dans leurs mécanismes d'audit et leurs procédures de marchés publics. En revanche, les députés critiqueront à nouveau le Conseil européen et le Conseil des ministres qui n'ont pas fourni au Parlement les informations et documents nécessaires pour l'évaluation de la décharge en matière de dépenses.

*Débat: lundi 26 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*

*Procédure: décharge budgétaire*

*#discharge2013 #eubudget @EITeu #Artemis #ENIAC*

## En savoir plus

[Deuxième rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2013, section II – Conseil européen et Conseil](#)

[Deuxième rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Institut européen d'innovation et de technologie pour l'exercice 2013](#)

[Deuxième rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune Artemis pour l'exercice 2013](#)

[Deuxième rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'entreprise commune ENIAC pour l'exercice 2013](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du contrôle budgétaire \(22.09.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Ryszard Czarnecki \(ECR, PL\)](#)

[Décharge 2013: information et documents](#)

# Budget 2016 de l'UE: le Parlement adopte sa position

**Le Parlement vote sa position sur le budget 2016 de l'UE mercredi. La commission des budgets recommande d'annuler les coupes faites par le Conseil à la proposition initiale de la Commission et d'ajouter de l'argent pour financer des mesures liées à la migration à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, pour aider les jeunes au chômage à trouver un emploi et pour rétablir le financement de la recherche et des programmes de transport, réduits plus tôt cette année afin de financer le plan Juncker.**

Le Parlement se prononcera sur les chiffres convenus par la commission des budgets, qui a fixé le niveau global des crédits d'engagement (c'est-à-dire le financement disponible pour les contrats) à 157,42 milliards d'euros, et des crédits de paiement (à savoir, l'argent disponible pour payer les factures) à 146,46 milliards d'euros.

*Débat: mardi 27 octobre*

*Vote: mercredi 28 octobre*

*Procédure: budget*

*Conférence de presse: mercredi 28 octobre à 15h00 avec les co-rapporteurs, José Manuel Fernandes (PPE, PT) et Gérard Deprez (ADLE, BE), et le président de la commission des budgets, Jean Arthuis (ADLE, FR) (à confirmer)*

*#EUBudget2016 #migrationEU #unemployment #youth #research #transport*

## En savoir plus

[Projet de résolution sur la position du Parlement sur le projet de budget 2016](#)  
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des budgets \(13.10.2015\)](#)  
[Aperçu des chiffres du budget](#)  
[Profil du co-rapporteur José Manuel Fernandes \(PPE, PT\)](#)  
[Profil du co-rapporteur Gérard Deprez \(ADLE, BE\)](#)  
[Parcours législatif](#)  
[Etude EPRS: Lecture par le Parlement du budget de l'UE pour 2016](#)

# Prêt et réutilisation de titres: les députés votent pour renforcer la transparence

**Les opérations de financement sur titres lors desquelles les titres sont empruntés, prêtés ou vendus de manière temporaire afin de créer des liquidités, de faciliter le financement ou simplement de révéler leur valeur, deviendraient plus transparentes grâce à un projet législatif voté mercredi. Les députés souhaitent que la manière dont les fonds d'investissement utilisent les opérations de financement sur titre soit totalement divulguée aux régulateurs, aux investisseurs et au public.**

Le projet de règles de transparence, conclu de manière informelle entre les députés et les ministres au mois de juin, couvrirait toutes les formes de prêts, d'emprunts et de réutilisation de titres au sein de l'UE. La divulgation de ces opérations aux régulateurs, aux investisseurs et au public, devrait contribuer à la stabilité financière.

*Débat: mardi 27 octobre*

*Vote: mercredi 28 octobre*

*Procédure: législative ordinaire (accord de première lecture)*

*#SFTs #transparency*

## **En savoir plus**

[Communiqué de presse à l'issue de l'accord avec le Conseil \(17.06.2015\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Profil du rapporteur Renato Soru \(S&D, IT\)](#)

[Etude EPRS: Comprendre la titrisation](#)

# Drones: usage à des fins commerciales ou récréatives et sécurité

**La sécurité des drones commerciaux et de loisirs sera débattue jeudi. Alors que les services commerciaux utilisant des drones décollent, tout comme leur usage récréatif, leur sécurité doit être garantie, estiment les députés dans un projet de résolution.**

Des règles européennes claires et globales permettraient à l'industrie de prendre des décisions d'investissement rapides, dit le projet de résolution sur l'utilisation sûre des drones dans l'aviation civile. Ces règles devraient également faciliter la vente des biens et services dans d'autres pays de l'UE pour les fabricants de drones et les fournisseurs de services tels que la production de médias, l'agriculture de précision, les inspections de sécurité ou le contrôle des infrastructures de production d'énergie et de transport, ajoutent les députés.

Toutefois, pour assurer que les drones évitent les zones d'exclusion aérienne au-dessus d'infrastructures critiques, d'autres aéronefs télépilotés et aussi pour prévenir leur utilisation illégale, le développement et l'utilisation de technologies de détection et d'évitement, de géorepérage, d'antibrouillage et d'antidétournement devraient également être soutenus, insistent les députés. Des normes de conception de drones doivent être élaborées pour aider à assurer la confidentialité et la protection efficace des données, précisent-ils.

*Débat: jeudi 29 octobre*

*Vote: jeudi 29 octobre*

*Procédure: résolution non législative*

*#drones #safety #privacy*

## En savoir plus

[Projet de résolution sur l'utilisation sûre des systèmes d'aéronefs télépilotés \(RPAS\), plus connus sous le nom de véhicules aériens sans pilote \(UAV\), dans le domaine de l'aviation civile](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des transports \(16.09.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Jacqueline Foster \(ECR, UK\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Jacqueline Foster: Assurer une utilisation sûre des drones](#)

# Les députés devraient étendre les restrictions européennes sur les exportations de biens pouvant être utilisés à des fins de torture

**Le champ d'application des règles "anti-torture" de l'UE sur les exportations de biens pouvant être utilisés à des fins de torture, d'exécution ou d'autres traitements inhumains, devrait être élargi pour inclure les services qui encouragent ces exportations, selon les députés. Les amendements visant à étendre les restrictions à des services tels que le marketing dans des expositions ou des catalogues en ligne, le financement, le transport et les assurances, seront débattus lundi et votés mardi.**

Dans une résolution rédigée par [Marietje Schaake](#) (ADLE, NL) et déjà adoptée en commission du commerce international, les députés souhaitent également interdire le transit via l'UE de biens à double usage et ajouter une "clause passe-partout" dans le but de permettre le contrôle de biens douteux.

*Débat: lundi 26 octobre*

*Vote: mardi 27 octobre*

*Procédure: codécision, première lecture*

*#antitorture*

## En savoir plus

[Projet de résolution concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du commerce international \(22.09.2015\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Profil du rapporteur Marietje Schaake \(ADLE, NL\)](#)

[Règlement concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants](#)

[Etude EPRS: Mise à jour des règles relatives au commerce des équipements de torture](#)

# Débat sur les tensions croissantes entre Israéliens et Palestiniens avec Federica Mogherini

**La Chambre devrait débattre des tensions croissantes entre Israéliens et Palestiniens et du processus de paix au point mort avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, à 15 heures mercredi.**

A l'initiative de l'UE, le Quatuor pour le Moyen-Orient (l'UE, l'ONU, les États-Unis et la Russie) s'est récemment réuni en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies et a réaffirmé son attachement à une solution à deux États qui répond aux besoins de sécurité des Israéliens et aux aspirations des Palestiniens à un État et à la souveraineté.

*Débat: mercredi 28 octobre*

*Procédure: déclaration de la vice-présidente / haute représentante*

*#MiddleEast #Israel #Palestine #Syria #Daesh*



## Avoir recours aux satellites pour pister les avions en détresse et localiser les sites de crash

Les députés demanderont à la Commission son avis sur le recours à la technologie utilisant les satellites pour le suivi des avions et l'aide à la localisation d'appareils en détresse, lors d'un débat jeudi matin. Les tragédies des vols 370 de Malaysia Airlines et 447 d'Air France ont mis en évidence les faiblesses des systèmes actuels de navigation aérienne qui entravent les efforts de recherche et de sauvetage, affirment les députés dans une question déposée par la commission des transports.

Une résolution sur le même sujet sera mise aux voix jeudi.

*Débat: jeudi 29 octobre*

*Vote: jeudi 29 octobre*

*Procédure: question orale avec résolution non législative*

### En savoir plus

[Question avec demande de réponse orale à la Commission: développement d'une technologie utilisant les satellites pour assurer le suivi des avions en vol à l'échelle mondiale](#)

# Surveillance de masse: les droits des citoyens de l'UE encore en danger, affirment les députés

**Trop peu a été fait pour sauvegarder les droits de protection des données des citoyens suite à des révélations de surveillance électronique de masse, diront les députés au Conseil et à la Commission lors d'un débat mercredi. Dans un projet de résolution, les députés demandent à la Commission de présenter immédiatement des alternatives à l'accord "Sphère de sécurité", que la Cour de justice de l'UE a récemment jugé dangereux, sur les transferts de données personnelles des citoyens aux États-Unis.**

Les députés vont également exprimer leurs préoccupations au sujet des lois de surveillance dans plusieurs pays de l'UE.

Les députés de la commission des libertés civiles se disent préoccupés par les "récentes lois dans certains États membres qui étendent les capacités de surveillance des organismes de renseignement", notamment en France, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Ils sont également inquiets face aux rapports de surveillance de masse des télécommunications et du trafic Internet à l'intérieur de l'UE par l'agence allemande de renseignement étranger BND, en coopération avec l'agence nationale de sécurité américaine (National Security Agency - NSA).

## **Contexte**

*Ce projet de résolution dresse le bilan de l'action (ou de l'absence d'action) par la Commission européenne, d'autres institutions de l'UE et des États membres comme suivi des recommandations énoncées par le Parlement dans sa résolution du 12 mars 2014 sur la surveillance électronique de masse des citoyens de l'UE.*

*Débat: mercredi 28 octobre*

*Vote: jeudi 29 octobre*

*Procédure: question orale au Conseil et à la Commission (avec résolution)*

*#surveillance #dataprotection*

## En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des libertés civiles \(13.10.2015\)](#)

[Question avec demande de réponse orale au Conseil](#)

[Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)

[Vidéo de la déclaration de Claude Moraes \(S&D, UK\), président de la commission des libertés civiles et rapporteur](#)

## "Frontières intelligentes": questions à la Commission et au Conseil sur les contrôles aux portes d'entrée de l'UE

**Le système d'entrée/sortie proposé et le programme d'enregistrement des voyageurs de pays tiers sont-ils "appropriés" et "adéquats" pour répondre à la situation actuelle et à venir aux frontières extérieures de l'UE, vu le nombre croissant de personnes qui les franchissent? Les députés interrogeront la Commission et le Conseil mercredi. Ils demanderont aussi à la Commission plus d'informations sur les nouvelles propositions attendues et sur la date de leur présentation.**

Le 3 décembre 2014, le commissaire européen en charge des migrations, des affaires intérieures et de la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, a annoncé que les propositions sur les "frontières intelligentes" présentées en 2013 seraient retirées et remplacées par de nouvelles fin 2015 ou début 2016.

### **Note aux éditeurs**

*Le paquet sur les frontières intelligentes comprend des propositions pour un système d'entrée et de sortie (EES) et pour un programme d'enregistrement des voyageurs (RTP). L'objectif est d'améliorer la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen, de lutter contre l'immigration clandestine, et de rassembler des données sur les personnes dépassant la durée de séjour autorisée, tout en permettant aux ressortissants non-européens qui font l'objet d'une autorisation préalable en tant que voyageurs fréquents de franchir plus facilement les frontières.*

*Le système EES proposé serait utilisé:*

- *pour enregistrer à quels moment et endroit un ressortissant non-européen entre ou sort de l'UE via ses frontières extérieures;*
- *pour calculer la durée de leur séjour; et*
- *pour générer une alerte lorsque la période de séjour autorisée est dépassée.*

*Un système pilote de frontières intelligentes a testé la technologie des contrôles biométriques dans les principaux aéroports du Portugal, de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, des Pays-Bas et de la Suède entre mars et septembre 2015.*

*Le RTP permettrait à certains groupes de voyageurs fréquents issus de pays tiers (comme les hommes d'affaires, les membres de la famille, etc.) d'entrer dans l'UE moyennant un examen préalable et des contrôles aux frontières simplifiés, notamment l'utilisation de portes automatiques.*

*Les rapporteurs de la commission des libertés civiles sur le paquet "frontières intelligentes" sont Agustín Díaz de Mera (PPE, ES) pour l'ESS et Tanja Fajon (S&D, SL) pour le RTP.*

*Débat: mercredi 28 octobre*

*Procédure: question orale avec réponses de la Commission et du Conseil*

*#smartBorders*

### **En savoir plus**

[Question avec demande de réponse orale au Conseil: Paquet "Frontières intelligentes"](#)

[Question avec demande de réponse orale à la Commission: Paquet "Frontières intelligentes"](#)

[Que sont les frontières intelligentes?](#)

[Profil du rapporteur Agustín Díaz de Mera \(PPE, ES\)](#)

[Profil du rapporteur Tanja Fajon \(S&D, SL\)](#)

[Etude EPRS: Paquet sur les frontières intelligentes](#)

# La Commission présente son programme de travail pour 2016

## La liste des tâches pour 2016 de la Commission européenne sera présentée au Parlement par le premier vice-président Frans Timmermans et débattue mardi.

Les députés ont exposé leurs recommandations pour le programme de travail 2016 dans une résolution non législative votée le 16 septembre. Ils ont exhorté la Commission à faire preuve de solides qualités de leader en 2016, mais ont également rappelé que "les décisions politiques dans le processus de prise de décision démocratique doivent prévaloir sur des évaluations techniques".

Le Parlement a également soutenu l'idée de réaménagement et de simplification de la législation de l'UE, mais a mis en garde la Commission contre l'utilisation de la simplification législative et administrative comme un prétexte pour la déréglementer ou réduire des normes sociales et environnementales.

*Débat: mardi 27 octobre*

*Procédure: déclaration de la Commission*

*#CWP2016*

### En savoir plus

[Résolution du Parlement européen du 16 septembre 2015 sur le programme de travail de la Commission pour 2016](#)

[Le Parlement invite la Commission à montrer un leadership fort en 2016 \(16.09.2015\)](#)

[Débat sur EBS+](#)

[Débat sur EP TV \(cliquer à la date du 27.10.2015\)](#)

## Autres sujets à l'ordre du jour

### Parmi les autres sujets à l'ordre du jour, figurent:

- Stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, *débat mardi, vote mercredi, Jakovcic (INI)*
- Politique de cohésion et révision de la stratégie Europe 2020, *débat mardi, vote mercredi, Ruas (INI)*
- Perspectives et révision de la stratégie Europe 2020, *débat mardi, déclaration de la Commission*
- Situation au Sud Soudan, *débat mercredi, déclaration de la vice-présidente/haute représentante de l'UE*
- Initiative citoyenne européenne, *débat lundi, vote mardi, Schöpflin (INI)*
- Semestre européen: mise en œuvre des priorités pour 2015, *débat mercredi, vote jeudi, Rosati/déclaration de la Commission*
- Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL), *débat mercredi, vote jeudi, Gál*
- Cour de justice de l'Union européenne: nombre de juges du Tribunal, *débat mardi, vote mercredi, Marinho E Pinto*
- Crise du virus Ebola: les leçons à long terme, *débat lundi, vote mardi, Goerens*
- Intégration des chômeurs de longue durée sur la marché de l'emploi, *débat mercredi, question orale*
- Audition sur les changements d'heure d'été en Europe, *débat jeudi, question orale, sans résolution*